Grain de Sable n° 553

17 mai 2006

UNE ARMEE DU PEUPLE

1.- BRESIL : LE JOUR INTERNATIONAL DE LA FEMME, DES PAYSANNES MANIFESTENT CONTRE LES MONOCULTURES D'EUCALYPTUS

Le 8 mars dernier au petit matin, près de deux mille femmes agriculteurs appartenant à l'organisation Vía Campesina ont organisé une manifestation éclair dans les installations de l'entreprise de pâte Aracruz Celulose, dans la municipalité de Barra do Ribeiro, près de Porto Alegre.
Article fondé sur des informations tirées de : Mulheres da Via Campesina ocupam fazenda da Aracruz no RS", Vía Campesina, 08/03/2006, http://viacampesina.org/main_sp/index.php *"As lágrimas da Aracruz e a coragem das mulheres camponesas", Cristiano Navarro, Conselho Indigenista Missionário*, http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=1800&eid=259

2.- LE RADICALISME MILITAIRE VENEZUELIEN : UN MODELE POUR LES AUTRES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ?

Que quelque chose d'intéressant et d'inattendu était en train de se produire au Venezuela ne m'est vraiment apparu pour la première fois qu'à l'occasion d'une réunion contre la guerre organisée dans une base de l'armée de l'air vénézuélienne durant le FSM de 2006. En réponse à un commentaire sarcastique émis à propos de ladite réunion, un participant se leva et, avec un calme professoral s'adressa à nous, les étrangers : *« voyez-vous, ce que nous avons ici, au Venezuela, ce n'est pas une armée régulière mais une armée du peuple*. »
Par Walden Bello, professeur de sociologie à l'Université des Philippines (Diliman) et Directeur exécutif de l'Institut de recherche et de conseil *Focus on the Global South* basé à Bangkok.
Traduction Stan Gir et Pierre Covos, coorditrad@attac.org

1.- BRESIL : LE JOUR INTERNATIONAL DE LA FEMME, DES PAYSANNES MANIFESTENT CONTRE LES MONOCULTURES D'EUCALYPTUS

Le jour international de la femme a été célébré d'une manière inhabituelle au Brésil. Le 8 mars dernier au petit matin, près de deux mille femmes agriculteurs appartenant à l'organisation Vía Campesina ont organisé une manifestation éclair dans les installations de l'entreprise de pâte Aracruz Celulose, dans la municipalité de Barra do Ribeiro, près de Porto Alegre. L'établissement Barba Negra est la principale unité de production de plants d'eucalyptus et de pin destinés à alimenter l'usine de Guaíba de l'entreprise, et il possède même un laboratoire de clonage de ces essences.

L'expansion de la monoculture d'eucalyptus dans l'État de Rio Grande do Sul est en train de transformer la région en un « désert vert » improductif du point de vue de la souveraineté alimentaire. D'après Christiane Gomes, coordinatrice nationale du MST, ces " déserts verts ", qui occupent de grandes étendues de terre qui pourraient être utilisées pour la production d'aliments pour les familles qui attendent la réforme agraire, font l'objet de critiques de plus en plus fortes de la part des mouvements sociaux. En outre, les plantations industrielles d'eucalyptus détériorent le sol et consomment beaucoup d'eau : chaque pied d'eucalyptus consomme jusqu'à 30 litres d'eau par jour.

L'entreprise Aracruz Celulose est celle qui possède la plus grande étendue de monocultures industrielles d'eucalyptus : plus de 250 000 hectares plantés lui appartiennent, dont 50 000 rien qu'à Rio Grande do Sul. Si l'on y ajoute les plantations de deux autres entreprises (Votorantim et Stora Enso), la superficie occupée dans cet État par les eucalyptus est de presque 250 000 hectares. Les usines d'Aracruz Celulose produisent 2,4 millions de tonnes par an de pâte blanchie, qui contaminent l'air et l'eau et portent atteinte à la santé humaine.

D'après Via Campesina, les plantations d'eucalyptus ne créent qu'un emploi par 185 hectares, tandis que la petite propriété en crée un à l'hectare.

Pourtant, Aracruz Celulose est l'entreprise agro-industrielle qui reçoit le plus d'argent public : près d'un milliard de dollars au cours des trois dernières années.

« Si le désert vert continue de croître, l'eau pour boire et la terre pour produire des aliments manqueront bientôt. Nous ne pouvons pas comprendre qu'un gouvernement qui veut éliminer la faim puisse promouvoir le désert vert, au lieu d'investir dans la réforme agraire et l'agriculture paysanne », lit-on dans le manifeste de Vía Campesina spécialement rédigé pour être remis aux participants à la 2e Conférence internationale sur la réforme agraire et le développement rural (CIRADR) de la FAO.

C'est pour réagir contre ce processus que les femmes sont venues en 37 autobus jusqu'aux pépinières où l'entreprise produit les plants d'eucalyptus pour les gigantesques plantations industrielles qui alimentent ses usines de pâte. À l'aube et en 20 minutes, le groupe a détruit plusieurs pépinières et environ 8 millions de plants d'eucalyptus ; il est retourné ensuite à Porto Alegre, où il a participé à la marche organisée par Vía Campesina pour célébrer le jour international de la femme.

Avec les près de 1 500 personnes du campement de Via Campesina Brasil installé cette semaine à l'occasion de la CIRADR, les femmes ont parcouru cinq kilomètres jusqu'à l'endroit où avait lieu la conférence de la FAO, pour remettre aux représentants des 81 pays présents leur déclaration sur la réforme agraire et le développement rural. À leur arrivée, la Brigade militaire a essayé d'empêcher les femmes de s'approcher de l'entrée. Finalement, des représentants du ministère du développement agraire et de la FAO ont réussi à obtenir que l'on permette l'entrée de 50 représentants. La ministre du Zimbabwe, qui présidait l'assemblée plénière, a interrompu la session pour céder la parole à deux militantes de Vía Campesina, qui ont lu le manifeste du mouvement.

« Nous nous opposons aux déserts verts, à ces énormes plantations d'eucalyptus, d'acacia et de pin pour l'élaboration de pâte, qui couvrent des milliers d'hectares au Brésil et en Amérique latine. Rien que dans l'État de Rio Grande do Sul, il y a déjà 200 000 hectares d'eucalyptus. Là où le

désert vert avance, la diversité biologique disparaît, les sols se détériorent et les fleuves se tarissent ; à cela s'ajoute la forte contamination provoquée par les usines de pâte, qui polluent l'air et l'eau et menacent la santé humaine », affirment les femmes dans le manifeste de Vía Campesina. D'autre part, elles ont manifesté leur solidarité avec les peuples indigènes dont les terres ont été envahies par Aracruz Celulose dans l'État d'Espírito Santo (voir le bulletin nº 102 du WRM).

Cette action a donné lieu à des protestations irritées de la part de divers organismes étatiques et à des réactions semblables des principaux médias et même de plusieurs organisations non gouvernementales. Pourtant, quand Aracruz vole les terres des Tupinikim et Guarani et expulse ces derniers par la force, quand elle occupe des milliers d'hectares de sols productifs et les plante d'eucalyptus, quand ses plantations épuisent les sources d'eau, quand ses usines de pâte contaminent les rivières, elle jouit de l'approbation du gouvernement et ne se heurte pas à l'opposition des médias ni des organisations qui blâment aujourd'hui l'action des femmes de Vía Campesina.
Or, il faudrait commencer par se demander qui a attaqué le premier.

Article fondé sur des informations tirées de : Mulheres da Via Campesina ocupam fazenda da Aracruz no RS", Vía Campesina, 08/03/2006,
http://viacampesina.org/main_sp/index.php
"As lágrimas da Aracruz e a coragem das mulheres camponesas", Cristiano Navarro, Conselho Indigenista Missionário,
http://www.cimi.org.br/?system=news&action=read&id=1800&eid=259

2.- LE RADICALISME MILITAIRE VENEZUELIEN : UN MODELE POUR LES AUTRES PAYS EN VOIE DE DEVELOPPEMENT ?

« L'armée du peuple »
Que quelque chose d'intéressant et d'inattendu était en train de se produire au Venezuela ne m'est vraiment apparu pour la première fois qu'à l'occasion d'une réunion contre la guerre organisée dans une base de l'armée de l'air vénézuélienne durant le FSM de 2006. En réponse à un commentaire sarcastique émis à propos de ladite réunion, un participant se leva et, avec un calme professoral s'adressa à nous, les étrangers : *« voyez-vous, ce que nous avons ici, au Venezuela, ce n'est pas une armée régulière mais une armée du peuple*. *»*

Le Venezuela est en train de réaliser, sinon une révolution, tout au moins un processus de changement radical et l'armée en est le centre. Comment cela est-il possible, se demandent de nombreux sceptiques, quand on sait que les militaires - notamment en Amérique Latine - sont généralement favorables au statu quo ? D'autres, moins sceptiques, posent la question suivante : le Venezuela est-il une exception, ou faut-il y voir un modèle pour l'avenir ?

Beaucoup d'explications ont été proposées pour tenter d'expliquer l'attitude des militaires vénézuéliens. Pour Edgardo Lander, célèbre politologue vénézuélien, l'une des raisons pourrait être que, à la différence des autres armées latino-américaines, le corps des officiers vénézuéliens provient, en grande partie, des classes les plus humbles de la société. D'après lui, contrairement à ce qui se passe dans les autres pays latino-américains, *« au Venezuela, la haute société a toujours méprisé la carrière militaire. »*

Richard Gott, l'une des figures les plus en vue de la gauche américaine, rappelle, quant lui, que les officiers vénézuéliens se sont trouvés mélangés aux civils au sein du système universitaire national. En effet, *«à partir du début des années 70, dans le cadre du programme Andrés Bello organisé par le gouvernement, un grand nombre d'officiers ont été envoyés dans les universités et y ont côtoyé d'autres étudiants en sciences économiques ou politiques, par exemple. »*

Cette « immersion » dans la vie civile a eu des conséquences déterminantes. D'une part, les officiers ont été exposés aux idées progressistes car, à cette époque, « la gauche dominait les universités. » D'autre part, cela a permit une intégration plus profonde des officiers dans la société civile, à la différence de la plupart des autres pays d'Amérique latine.

Selon M. Gott, le fait que le Venezuela ait envoyé beaucoup moins d'officiers que les autres pays d'Amérique latine à l'Ecole de

l'armée américaine à Fort Benning (Géorgie) - qui est le principal centre de formation anti-insurrectionnel des forces armées du monde occidental -, constitue un autre facteur important.

Ces conditions ont certainement contribué à rendre l'armée vénézuélienne moins réactionnaire que celle des autres pays latino-américains. Mais cela n'explique pas pourquoi elle pourrait être le fer de lance de ce qui constitue aujourd'hui la transformation sociale la plus radicale en cours dans cette région. Gott, Lander et d'autres spécialistes du Venezuela sont en tous cas d'accord sur un point : le rôle absolument central joué par Hugo Chávez.

Le Facteur Chávez

Hugo Chávez a de nombreuses facettes : c'est un personnage charismatique, un grand orateur, un homme politique à l'aise aussi bien à l'échelle locale, régionale que mondiale. C'est aussi un militaire, un homme qui voue une certaine reconnaissance à l'armée en tant qu'institution qui, sous les ordres de Simón Bolívar, libéra le Venezuela et une grande partie de l'Amérique Latine du joug espagnol. Enfin, il est persuadé que l'armée a un rôle décisif à jouer dans la transformation sociale du Venezuela.

Selon ses propres dires, Chávez se serait engagé dans l'armée en pensant que cela lui permettrait un jour de devenir joueur de base-ball professionnel. Mais quelles qu'aient pu être ses motivations initiales, il entra dans l'armée durant une période de flottement institutionnel. Dans les années 70, l'armée était engagée dans des opérations antiguérilla et, dans le même temps, ses officiers découvraient à l'université des idéologies progressistes dans le cadre du programme Andrés Bello et beaucoup d'entre eux furent recrutés par des militants de gauche dans des groupes de discussion clandestins.

Au lieu de devenir un champion de base-ball, Chávez devint un conférencier en histoire très populaire à l'Ecole de la guerre du Venezuela, tout en progressant dans la hiérarchie. Parallèlement à ses activités officielles, il créa un groupe clandestin de jeunes officiers animés des mêmes idéaux : le Mouvement révolutionnaire bolivarien. Déçus par ce qu'ils considéraient comme un système démocratique en panne et dominé par des partis corrompus (Acción Democrática et Copei) qui s'alternaient au pouvoir, ces « jeunes Turcs » passèrent du statut de groupe d'études à celui de conspirateurs s'organisant en vue d'un coup d'Etat qui, selon eux, inaugurerait une période de renouveau national.

Comme l'écrivit Richard Gott dans son livre très remarqué intitulé *Hugo Chávez and the Bolivarian Revolution* (Hugo Chávez et la révolution bolivarienne), les préparatifs de Chávez furent bouleversés par le *Caracazo* de 1989, un cataclysme social déclenché par une augmentation considérable du prix des transports suite aux pressions exercées par le FMI. Pendant trois jours, des milliers de pauvres originaires des bidonvilles situés dans les collines entourant Caracas descendirent piller et saccager le centre ville et les quartiers résidentiels dans une sorte de lutte des classes mal dissimulée. Le *Caracazo* laissa une marque au fer rouge dans l'esprit de beaucoup de jeunes officiers. Non seulement il leur fit réaliser combien la grande majorité de la population était profondément déçue et mécontente du système démocratique libéral, mais créa également une profonde amertume chez nombre d'entre eux puisqu'ils durent donner l'ordre de tuer des centaines de pauvres pour défendre le système en place.

Lorsqu'on donna a Chávez le commandement d'un régiment de parachutistes quelque trois ans plus tard, les conspirateurs qui le suivaient et lui même pensèrent que le moment était venu de mettre à exécution le coup d'Etat qu'ils préparaient depuis longtemps. La tentative échoua, mais elle permit à Chávez de sortir de l'ombre et de se faire une réputation auprès du peuple, mais également auprès des élites. Chávez apparut à la télévision nationale pour demander aux unités de l'armée engagées de déposer les armes et, selon Gott, *« cette brève intervention à la télévision, à un moment de désastre personnel, le fit apparaître comme l'éventuel sauveur du pays. »* Chávez endossa l'entière responsabilité de l'échec du coup d'Etat mais électrisa la nation en déclarant *« que d'autres occasions se présenteraient. »*

Chávez fût emprisonné, puis, peu de temps après sa libération, il commença à faire campagne pour la Présidence. Il était alors déterminé à réaliser, dans le respect de la

constitution, ce qu'il n'avait pu obtenir par un coup d'Etat. Bien que ne faisant plus partie de l'armée, il bénéficiait toujours d'une grande popularité auprès des officiers et des soldats avec qui il continuait d'entretenir d'étroites relations. Il n'est donc pas surprenant qu'il ait placé à la tête des principales agences gouvernementales certains de ses frères officiers après sa victoire, à une large majorité, aux élections présidentielles de 1998. Plus important encore, Chávez fit progressivement de l'armée un instrument institutionnel clé pour accomplir les changements qu'il entendait mettre en place dans le pays. Le terrible désastre causé par les pluies torrentielles de 1999 a permit à Chávez de déployer les militaires et de leur faire jouer un nouveau rôle en organisant des soupes populaires et en construisant des logements sur les terrains appartenant à l'armée pour des milliers de réfugiés. L'action civique de l'armée et des unités du génie exécutèrent le programme du nouveau gouvernement en créant des « installations agro-industrielles pérennes » à travers le pays. On ouvrit également les hôpitaux militaires aux pauvres.

Transformation de l'armée : problèmes et opportunités

La participation des militaires à un programme de changement radical n'était toutefois pas vu d'un bon oeil par tous les secteurs de l'armée. En fait, de nombreux généraux étaient opposés à cet ex-colonel populiste. De telle sorte que, quand le processus s'accéléra et que Chávez s'apprêta à réaliser la réforme agraire et à nationaliser l'industrie pétrolière, les généraux réfractaires commencèrent à conspirer avec l'aide des patrons de presse, des classes possédantes et de la petite bourgeoisie en vue de le renverser.

Après de violentes batailles de rue à Caracas entre l'opposition et les « Chavistes », un coup d'Etat, organisé par quelques généraux de haut rang dont le chef des forces armées, le chef de l'état-major des forces armées et le commandant en chef, réussit a chasser Chávez le 11 avril 2002. Toutefois, la grande majorité des officiers qui dirigeaient les opérations sur le terrain et des jeunes officiers restèrent loyaux envers Chávez ou ne prirent aucun parti. Si bien que lorsque des milliers de pauvres venus des banlieues de la capitale se rendirent à Caracas pour demander la libération de Chávez, les loyalistes organisèrent un contrecoup d'Etat, arrêtèrent les conspirateurs et réinstallèrent Chávez au pouvoir.

Cette tentative de coup d'Etat eut au moins un effet bénéfique : il permit à Chávez d'achever sa transformation de l'armée. Quelque cent généraux et officiers furent emprisonnés pour trahison et les militaires restés fidèles à Chávez et à la révolution bolivarienne se virent attribuer les postes clé du haut commandement. Cette purge priva les Etats-Unis - lesquels avaient soutenu le coup d'Etat - de ses principaux sympathisants au sein de l'armée vénézuélienne.

Le projet de Chávez, qu'il définit aujourd'hui comme un mouvement vers le Socialisme, repose sur la grande popularité dont il jouit parmi les populations issues des classes défavorisées des villes et des campagnes. Mais l'armée est la seule institution organisée sur laquelle il peut s'appuyer pour faire avancer les choses. La presse et l'Eglise lui sont hostiles, la bureaucratie lente et corrompue, les partis politiques discrédités, mais Chávez préfère diriger lui-même les attaques contre eux et maintenir ceux qui le soutiennent dans un mouvement de masse informel.

Etant donné le rôle central que l'armée doit jouer en tant qu'institution réformatrice, Chávez a créé un corps d'« auxiliaires militaires urbains », aussi appelés réservistes, pour appuyer les forces armées régulières. Originellement connue sous le nom de « cercles bolivariens », cette force composée de réservistes, qui devrait comporter, à terme, un million de personnes, prend part à l'organisation et à la mise en œuvre de programmes sociaux dans les bidonvilles. Ces auxiliaires participent également, aux côtés de la Garde nationale, aux expropriations dans le cadre du programme accéléré de réforme agraire.

Scepticisme

Nombreux sont les observateurs de la révolution bolivarienne qui s'interrogent sur la capacité de l'armée à jouer le rôle central qui lui a été assigné.
Si l'on en croit le politologue Lander, Hugo Chávez estime que l'on peut faire confiance à l'armée parce qu'elle n'est pas corrompue et qu'il s'agit de l'institution la plus efficace en termes de résultats. Mais Lander nuance

ce propos : « *je ne pense pas qu'il y ait dans l'armée quoique ce soit qui la préserve de la corruption plus qu'une autre institution.* » Quant à son efficacité, il s'agit seulement d'une demie-vérité : *« Oui, les militaires peuvent être efficaces quand il s'agit de résoudre un problème immédiat comme la construction d'écoles ou de cliniques où sont employés des médecins cubains. Mais cela ne peut être une solution durable. Il faut institutionnaliser les réformes et c'est là le point faible de la révolution : on assiste à la prolifération de solutions ad hoc qui demeurent telles quelles. »*

Il ne fait pas de doute que la volonté de réforme exprimée par Chávez et sa génération d'officiers alimentera la révolution encore pour quelque temps. Cette volonté est découle d'une terrible sensation de frustration dont Chávez a fait part à Gott dans une interview il y a quelques années : *« Pendant de nombreuses années, les militaires vénézuéliens étaient comme des eunuques. Nous n'avions pas droit à la parole, nous devions rester silencieux devant le désastre occasionné par des gouvernements corrompus et incompétents. Nos supérieurs volaient, nos troupes n'avaient presque rien à manger et nous étions soumis à une discipline de fer. Mais de quelle discipline s'agissait-il ? Nous étions complices du désastre. »*

Un modèle pour d'autres pays ?

Le sentiment exprimé par Chávez dans le paragraphe précédent trouvera probablement une oreille favorable auprès de nombreux jeunes officiers d'autres pays du tiers-monde. Nous sommes donc en mesure de nous demander quelles peuvent être les leçons à tirer de l'expérience vénézuélienne pour les autres pays du Sud. Et, plus précisément, l'expérience vénézuélienne peut-elle être reproduite ailleurs ?

Plutôt que de se livrer à des comparaisons d'ordre général, il apparaît plus opportun de s'intéresser au cas de l'armée philippine qui se trouve en proie à une révolte semblable à celle de l'armée vénézuélienne dans les années 80. Ce mécontentement est la réaction à une crise du même ordre que celle qu'avait alors connu la société vénézuélienne : la corruption des institutions libérales démocratiques.

L'expérience vénézuélienne peut-elle être appliquée aux Philippines?

Probablement pas.
Tout d'abord, contrairement à l'armée vénézuélienne, l'armée philippine n'a pas de passé nationaliste révolutionnaire et n'est pas l'héritière des Katipuneros ou de l'armée révolutionnaire des Philippines de 1896-99. Elle a été créée par les Etats-Unis, suite à la « pacification » du pays, en tant que corps auxiliaire destiné à assister les troupes américaines d'occupation. Elle servit notamment à maintenir l'ordre public durant la période coloniale et à venir en aide à l'armée américaine contre les Japonais pendant la seconde guerre mondiale. Depuis l'indépendance en 1946, les forces armées philippines ont maintenu des liens très étroits avec l'armée américaine par le biais de programmes d'aide et de formation. Ainsi, les Etats-Unis ont-ils entretenu des relations beaucoup plus déterminantes avec l'armée philippine qu'avec l'armée vénézuélienne.

Deuxièmement, les militaires philippins n'ont jamais bénéficié d'un dispositif comme le programme Andrés Bello au Venezuela qui envoyait systématiquement les officiers se former dans les établissements d'enseignement civils. Ils bénéficiaient non seulement d'une formation de haut niveau en gestion et dans les disciplines techniques mais ils étaient également sensibilisés aux idées et aux mouvements progressistes. Même si un tel système était mis en place aux Philippines, l'hégémonie idéologique du néolibéralisme économique dans les universités philippines, entre les années 90 et aujourd'hui, réduirait probablement à néant l'effet positif d'une telle immersion.

Troisièmement, au Venezuela, les officiers entretenaient une relation ambivalente avec la gauche politique. Ils l'affrontaient lors des combats antiguérilla, tout en s'inspirant de ses idéaux et de ses propositions de changement. En revanche, aux Philippines, les militaires considèrent la Nouvelle armée du peuple (NPA), contre laquelle ils luttent depuis 30 ans, comme un ennemi mortel tant sur le plan institutionnel qu'idéologique. Ainsi, malgré l'émergence épisodique de groupes tels que le Mouvement pour la réforme des forces armées (RAM) ou Magdalo, il n'est pas surprenant que leurs programmes n'aient

eu que peu de contenu social ou national et qu'ils ne se résument qu'à s'emparer du pouvoir afin de mettre les militaires aux commandes de la société et purger les affaires publiques de la corruption. L'analyse de classe, l'impérialisme et la réforme agraire sont autant de concepts que la plupart des officiers considèrent comme appartenant au paradigme de l'adversaire militaire.

Enfin, il n'y a aucune armée qui soit aussi parfaitement pénétrée par la classe dominante de la société civile que l'armée philippine. Elle est entièrement minée par le clientélisme, que ce soit avec les élites locales ou nationales. Les groupes de pression civils adversaires y ont pénétré et installé des factions antagonistes. Même les groupes favorables à des réformes de l'armée ont finalement établi des liens malsains de dépendance avec des politiciens conservateurs et les élites économiques.
Les relations de parrainage mafieux entre le politicien conservateur Juan Ponce Enrile et le rebelle militaire Gringo Honasan, par exemple, ont probablement été le facteur déterminant pour empêcher le RAM de devenir une véritable force progressiste autonome.

Mais l'on ne peut jurer de rien. Les militaires philippins peuvent encore nous réserver des surprises. Et il peut en aller de même dans d'autres pays. Après tout, en observant l'armée vénézuélienne de la fin des années 80, on aurait probablement parié qu'avec tous ses officiers supérieurs corrompus et liés à l'armée des Etats-Unis, cette institution serait demeurée fidèle au statu quo pour les années qui allaient suivre.
Par Walden Bello, professeur de sociologie à l'Université des Philippines (Diliman) et Directeur exécutif de l'Institut de recherche et de conseil *Focus on the Global South* basé à Bangkok. Il a récemment visité le Venezuela.
Traduction Stan Gir et Pierre Covos, coorditrad@attac.org